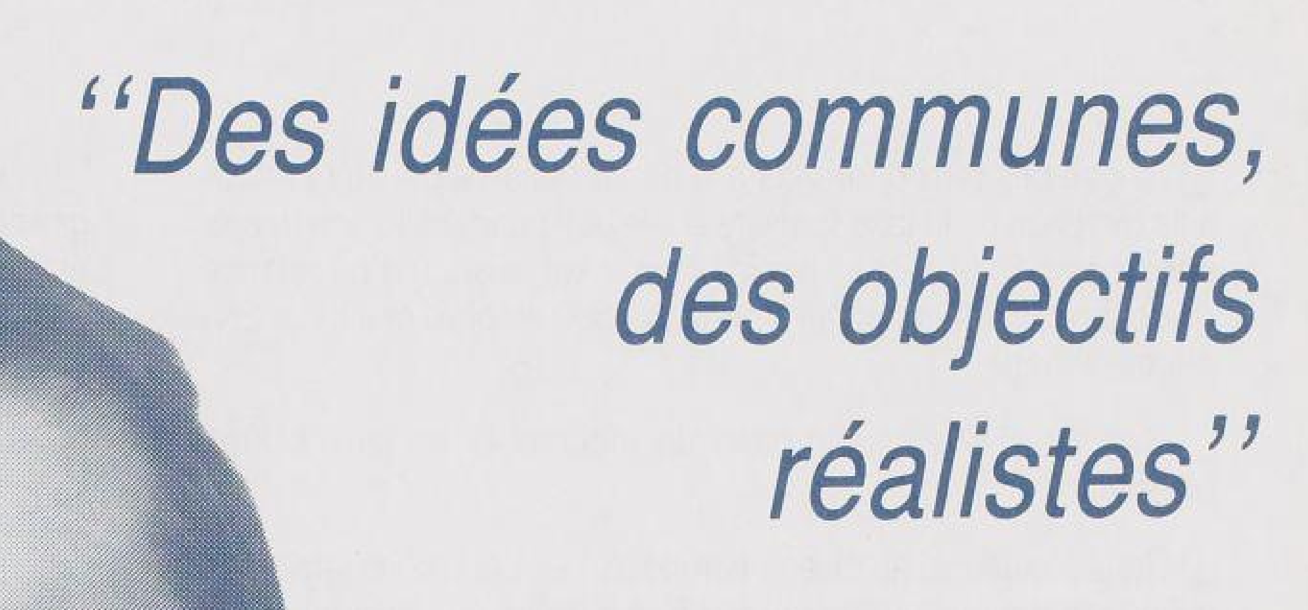
René SCHROEDER

50 ans - Major en retraite

SANS ETIQUETTE



— Suppléant —

ALEXANDRE MICHAUD

25 ans

Mouvement "Alliance Populaire"

9e CIRCONSCRIPTION DE MOSELLE

ELECTIONS LEGISLATIVES
MARS 1993

Vu, les candidats

Rassembler, au-dessus des querelles partisanes, afin de réussir le redressement industriel et agricole de cette région.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

DES OBJECTIFS RÉALISABLES

❑ Baisse des taux d'intérêts à la construction à 6,5 % et retour à l'exemption de la taxe foncière sur le bâti pendant 10 ans (ramenée depuis 1982 à 2 ans par le pouvoir socialiste !) d'où relance du secteur du bâtiment qui a perdu 59.300 emplois ces deux dernières années.

❑ Relance de la construction de logements sociaux à taux bonifié.

❑ Renégociations, au niveau européen, des conditions imposées à l'industrie métallurgique et ferrifère lorraine qui passent par la dénonciation des accords de MAASTRICHT (100.000 jeunes ont quitté la LORRAINE ces 10 dernières années !).

❑ 1990 - Les acquis sociaux en sidérurgie : le gouvernement socialiste refuse la reconduction de la convention sociale de la sidérurgie.

❑ 1991 - Dès l'annonce des nouvelles restructurations dans la sidérurgie LORRAINE le gouvernement refuse l'application des mesures d'âge par solidarité dans la sidérurgie LORRAINE et exclut les sidérurgistes de SOLLAC alors que les approvisionnements en métal proviennent de LORFONTE.

❑ Drôle de respect des acquis sociaux par ceux-là même qui prônent la solidarité.

❑ Suppression des quotas et amendes imposés aux agriculteurs par les Eurocrates bruxellois au travers de la P.A.C.

❑ Lutte contre les importations extracommunautaires, rejet du diktat américain au sein du G.A.T.T.

❑ Recherche active de marchés vers l'Extrême-Orient et le continent africain en les aidant à développer leurs industries et leur agriculture afin de les rendre solvables.

❑ Cesser les réformes à outrance de l'enseignement mais arrêt à l'inefficacité des 80 % de bacheliers dont une bonne partie ne feront que des chômeurs en puissance.

❑ Mise en place d'un système d'apprentissage, qui a déjà fait ses preuves dans ce pays, dès l'âge de 16 ans, en favorisant les entreprises utilisatrices par des allègements fiscaux importants.

❑ Création, dès le 1er enfant, d'un revenu pour les mères au foyer ce qui libèrerait près de 700.000 emplois et limiterait indirectement la délinquance.

❑ Indépendance de la justice afin qu'elle retrouve son vrai rôle et sa sérénité.

❑ Augmentation des effectifs de la police, de la justice et de la gendarmerie, amélioration des locaux - cas du commissariat de police de THIONVILLE qui n'est toujours pas sorti de terre - afin que celles-ci puissent accomplir leurs missions avec une efficacité améliorée.

❑ Rétablissement de la peine de mort pour tous les crimes de sang et politique de dissuasion pour la délinquance avec application effective et sévère des peines prononcées.

❑ Expulsion immédiate des immigrés condamnés pour délits répétés, crimes et trafic de drogue.

❑ Concernant les immigrés sans emplois, les former aux métiers de l'industrie et de l'agriculture puis « les rendre » à leurs pays d'origine, encadrés par de jeunes volontaires français, dans le cadre de l'aide humanitaire (genre « Volontaires du Progrès » des années 1965).

❑ Reconnaissance de droits spécifiques aux anciens Harkis et aide à l'insertion de leurs fils.

❑ Prise en compte, dès l'âge de 16 ans (apprentissage) des trimestres cotisés pour le calcul des futures retraites.

❑ Instauration d'une loi cadre favorisant la généralisation des accords de retraites complémentaires entre les différentes branches professionnelles sous contrôle de l'Etat avec déductions fiscales.

❑ Maintien d'une armée mixte (appelés-engagés) modernisée et réorganisée en unités professionnalisées.

❑ Création d'un Service National accéléré, effectué uniquement dans des unités militaires, d'une durée de 6 mois avec une « indemnisation de conscription » égale ou équivalente à la moitié du S.M.I.C.

❑ Application stricte de la loi sur le réembauchage après le Service National.

❑ Protéger notre environnement par une écologie véritable, une industrie propre, une technologie au service de l'homme, une nature et une culture préservées.

❑ Interdiction de s'occuper de la chose publique à tous les politiciens impliqués dans les affaires de corruption, de fraude, de vol et de crime.

❑ Limite d'âge à 65 ans pour tous les hommes politiques exerçant un mandat.

Oui Madame, Monsieur, aujourd'hui nous pouvons vous et moi, ensemble, servir la France avec COURAGE, LUCIDITÉ et INTÉGRITÉ

Imp. KLEIN Knutange

Sciences Po / fonds CEVIPOF